

De la classification des partis politiques

par Daniel-Louis SEILER,

Professeur ordinaire à l'Université de Lausanne.



« Parties are necessary and important in determining who governs, but it does not follow that they are equally important in determining what government does » (1)

Il y a quelques années une collection d'ouvrages de « poche » procédait à la réédition du classique de Maurice Duverger, *Les partis politiques*. Dans sa présentation au lecteur de 1981 l'auteur expliquait pourquoi il n'avait pas remanié son œuvre. « Des notions inédites ont été proposées ça et là : par exemple le « parti de rassemblement » (Kirchheimer), le « parti d'électeurs » (Charlot), le « parti stratarchique » (Eldersveld), le « parti antisystème » (Lavau) : ne devrait-on pas les introduire dans le tableau, bien qu'elles n'en modifient ni la tonalité ni l'équilibre, et que certaines baptisent simplement d'un autre nom les phénomènes qu'il décrit ? » (2). Et l'auteur de conclure à l'inanité de ces notions nouvelles.

En relisant pour la Nième fois le texte de Duverger, le bien fondé de sa remarque apparaît avec évidence : fors quelques améliorations de détail, l'analyse des partis politiques reste dans l'état où le grand politiste français l'avait laissée ! La chose peut surprendre quand on sait les mutations subies par les différents systèmes de partis et le développement, tant méthodologique que théorique, que connaît la science politique depuis vingt ans. Les Anglo-saxons, par exemple, qui mirent tant d'ardeur à critiquer et à tenter de réfuter Duverger, se révélèrent totalement impuissants à lui opposer une alternative. Seul Stein Rokkan fut capable d'innover, animé par le même esprit et dans des secteurs que « Les partis politiques » avaient laissés dans l'ombre.

(1) R. ROSE, *Do Parties Make a Difference ?*, London, Macmillan, 1980, p. 10.

(2) M. DUVERGER, *Les partis politiques*, Paris, Coll. Points / politique, 1981, p. 9.

Au plan bibliographique le désert qualitatif n'a d'équivalent que la profusion d'ouvrages médiocres et coûteux. C'est comme si Duverger, Rokkan ou même Sartori — pourtant à la mode — n'avaient jamais écrit. Témoin : la dernière en date des grandes monographies parallèles consacrée aux partis et publiée par les prestigieuses « *Free Press* » sous la direction du politiste germano-américain Peter Merkl (3). Le maître d'œuvre, pourtant bon comparatiste et brillant spécialiste de l'Allemagne, tombe tête baissée dans le panneau que lui tend le sens commun. Ainsi, outre une conception germanocentrique de la démocratie chrétienne, on constate que le PS se trouve séparé de ses équivalents européens et latins dans une catégorie « *Left. Soc.* » où il rejoint les dissidences socialistes scandinaves, sort qu'il ne partage qu'avec le très gouvernemental PSI de Bettino Craxi (4). Les libéraux belges, italiens et néerlandais sont placés à la « gauche » des démocrates chrétiens alors que ce sont ces derniers qui bénéficient de la position centrale ou, mieux, pivotale qui leur permet d'exercer un arbitrage entre les premiers et les socialistes; la nature du parti radical italien est mécomprise, les républicains racistes suisses de J. Schwarzenbach, aujourd'hui disparus, se trouvent rangés avec les respectables *Tories* tandis que l'autre formation xénophobe helvétique — *L'Action nationale* — ne mérite pas cet honneur, elle se situe à l'extrême-droite, etc. Quels sont les critères qui président à cette brillante typologie ? Mystère.

A l'audition de ce concert discordant où maintes dissonnances opposent théorie et empirie, épistémologie et méthode, il nous a paru nécessaire de faire le point. Où se situer face aux théories et modèles existants ? Comment traduire le cadre théorique choisi dans la réalité d'une démarche empirique ?

1. Position du problème.

Il est diverses manières d'appréhender le phénomène partisan dans une perspective théorique. On peut les regrouper en deux grandes catégories qui, à leur tour, se subdivisent en courants distincts. La première, que nous qualifierons de « singulariste », traite chaque système politique comme un existant singulier, comme un phénomène quasi unique s'expli-

(3) P.H. MERKL (ed.), *Western European Party Systems*, New York, The Free Press, 1980, pp. 1-12. Cet ouvrage recèle néanmoins d'excellentes contributions.

(4) Ce n'est même pas la « complicité » des deux partis frères au sein du « groupe de Latché » — conciliabule de la « gauche » au sein de l'Internationale socialiste — qui justifie semblable traitement : Mario Soares, Felipe Gonzales et André Cools répondirent à l'invitation de l'actuel Président de la République. Or tant le PSP, que le PSOE ou le PS belge francophone sont classés avec les sociaux-démocrates et travaillistes ainsi, d'ailleurs, que le «A.S.O.K. d'Andreas Papandreou.

quant par les conditions particulières qui présidèrent à sa naissance et à son développement. La dénomination du parti s'impose alors comme critère de classification lors de l'établissement de typologies : c'est le pseudonominisme que nous avons déjà dénoncé (5). Elles permirent néanmoins la réalisation d'excellentes monographies nationales. En revanche, appliquées à la politique comparée, les démarches singularistes débouchent, non seulement dans une impasse, mais aussi sur une catastrophe épistémologique : elles tombent dans le piège du langage.

La seconde catégorie d'approches du phénomène partisan, que nous qualifierons de « holiste », le réinsère dans la totalité sociétale; il s'explique alors par les invariants qui présidèrent à sa naissance et à son développement conjoints dans différents Etats. Son point de vue tente d'embrasser la réalité globale d'un type de société — le monde occidental ou les pays en voie de développement — quand il ne prétend pas à l'universel comme dans le cas du marxisme. Seules les théories holistes peuvent espérer satisfaire aux conditions de l'analyse comparative (6).

2. L'approche singulariste.

Les classifications de partis fondées sur le singularisme se révèlent, idéologiques, « empiricistes » et reposant sur des critères fallacieux.

2.1. Langage politique et science politique

Toute science consiste largement en un discours sur les choses. La dialectique entre les « mots et les choses » — pour paraphraser le regretté Michel Foucault — y occupe une place centrale. Toute réflexion sur la science partira donc d'une élucidation du langage scientifique et comme l'écrit Ayer : « A complete philosophical elucidation of any language would consist, first, in enumerating the types of sentence that were significant in that language, and then in displaying the relations of equivalence that held between sentences of various types. And here it may be explained that two sentences are said to be of the same type when they can be correlated in such a way that to each symbol in one sentence, there corresponds a symbol of the same type in the other; and that two symbols are said to be of the same type when it is always possible to substitute one for the other without changing a significant sentence into a piece of nonsense. Such a system of definitions in use would reveal what may be called the structure of the language in question » (7).

(5) D.-L. SEILER, *Partis et familles politiques*, Paris, PUF / Thémis, 1980.

(6) D.-L. SEILER, *La politique comparée*, Paris, A. Colin / U, 1982, ch. I.

(7) A.J. AYER (Sir), *Language, Truth and Logic*, Harmondsworth, Penguin Books, 1972, p. 83, première édition : Gollancz, 1936, nos italiennes.

Le problème de la structure du langage se pose en général, pour toute science, spécifiquement pour la sociologie et dans des termes plus complexes pour la science politique. En effet la politique étant en grande partie un discours, les politistes risquent d'entrer *dans* le discours politique au lieu de tenir un métadiscours *sur* celui-ci.

2.2. *Théorie et science politique*

Le discours scientifique varie en raison de la théorie qui le sous-tend. Souvent, sociologues et politistes négligent d'énoncer leur théorie; parfois elle reste à l'état latent, non rationalisé. Dénuée d'explication théorique, la recherche en science politique oscille trop souvent entre « l'empirisme abstrait » dénoncé par Mills et le « factualisme journalistique ».

Trois raisons concourent à créer cette situation : le refus de l'idéologie, le scientisme naïf et l'incertitude méthodologique.

2.2.1. Le refus de l'idéologie

La science politique représente largement une activité américaine. Aux USA, ce ne fut pas l'impérialisme du droit qui entrava son développement mais celui de la philosophie. Impérialisme bon enfant puisque la science politique US s'en libéra, avec Bentley dès le début du siècle alors que sur le continent européen elle s'étiolait dans son carcan juridique. Marquée par la « lutte de libération » menée contre la discipline mère, la science politique américaine nourrit longtemps une solide prévention contre la théorie, mot qui en Anglo-américain se distingue mal de doctrine (8). Lorsque l'élaboration de cadres théoriques s'introduisit dans le discours de la *Political Science*, les politistes américains durent, face à leurs contempteurs, qualifier leur domaine de *empirical political theory* afin d'échapper à l'opprobre philosophique. Encore aujourd'hui *Political Theory* désigne un discours, souvent redondant, tenu sur Locke, Hobbes, parfois sur Bolingbrooke et sur l'inévitable Madison.

2.2.2. Le scientisme naïf

Echauffés par leur dur combat mené contre la philosophie politique et ivres de leur victoire supposée, les behavioristes américains adoptèrent à propos de la scientificité de leur discipline une confiance d'une solidité toute granitique ! Ainsi en vinrent-ils avec Blalock à définir la théorie — du moins quand ils l'acceptaient — comme étant *ex post* et rigoureusement induite : « It would be highly misleading to suggest that theories are first arrived at by a deductive process and then tested. The actual

(8) En se référant aux définitions que le « Webster's » donne de *Theory* et de *Doctrine*.

process is much more fluid than this and undoubtedly always involves an inductive effort. One formulates the best theory he can in the light of existing evidence. He then should formalize this theory in order to spell out its implications. These implications are then checked against new data and the theory modified » (9).

Dans cette définition, nuancée car préconisant un second retour aux faits, l'auteur identifie totalement les concepts de *théorie* et de *modèle*.

Moins nuancée que le méthodologue Blalock, les sociologues et politistes empiriques négligent, le plus souvent, le retour au terrain et érigent leurs conclusions en théorie.

Or on constate que l'épistémologie des sciences de la nature, tend à poser le caractère *ex ante* de la théorie, ainsi Hempel : « En somme, la maxime selon laquelle on doit rassembler les données sans être guidé par une hypothèse antérieure sur les relations entre les faits que l'on étudie se détruit elle-même, et personne ne la suit dans une recherche scientifique. En revanche, il est nécessaire de hasarder des hypothèses pour orienter une recherche. De telles hypothèses déterminent, entre autres choses, quelles données doivent être recueillies à un certain moment dans une recherche » (10). Cette position est soutenue par des auteurs aussi différents que Popper ou Kuhn.

2.2.3. L'incertitude méthodologique

On découvre ainsi que le mot théorie était polysémique en science sociale. Certains méthodologues, comme Galtung, adoptent la définition fournie par les sciences de la nature et l'épistémologie : système hypothético-déductif de propositions empiriquement testables. D'autres se montrent, à l'instar de Merton, d'un inquiétant laxisme. Bourdon a, dans un brillant essai, établi une typologie des acceptions diverses que le terme théorie revêt en sociologie (11).

Cette incertitude se complique encore du fait que le concept de théorie joue dans le marxisme un rôle particulier tant par sa définition que par les modalités du rapport aux faits : le problème de la dialectique théorie/praxis réside là. Or le marxisme constitue l'une des rares théories articulées dont on dispose en science sociale. La suite se devine aisément... Si on ne peut s'entendre quant au caractère hypothético-déductif prêté ou non à la théorie, on conviendra aisément de son rôle et de son antériorité. Suivant les termes de Jouvenel, « la connaissance ne peut jamais se

(9) H.M. BLALOCK jr., *Theory Construction, Englewood-Cliffs*, Prentice-Hall, 1969, p. 8.

(10) C.G. HEMPEL, *Eléments d'épistémologie*, Paris, Armand Colin, 1972, p. 19, traduit de l'Anglais.

(11) BOURDON, *La crise...*, op. cit., ch. « Théorie, théorie et théories ».

réduire à l'énumération de simples 'faits', à moins qu'ils ne soient rassemblés et mis en ordre; et c'est une 'théorie' que d'isoler certains aspects semblables, leur attribuer des termes communs et supposer des processus par lesquels ils sont déterminés. Les processus supposés constituent dans l'esprit une sorte de modèle de ce qui se produit dans la réalité observée; tentative nécessaire pour réduire la diversité du phénomène à la simplicité intellectuelle. Une telle 'théorie' a un but 'représentatif'; elle nous guide dans la collecte des faits : ceux-ci, à leur tour obligent à modifier notre théorie quand elle ne parvient pas à les expliquer » (12).

Hélas, trop souvent la connaissance du politique se résume à l'énumération de faits, à la description tâcheronne, et le recours au langage mathématique ne change rien à la situation : il en fait ressortir, au contraire, le caractère dérisoire et peu scientifique.

2.3. Les conséquences empiriques

Nantis d'une méthodologie aussi expéditive, les politistes, que nous qualifions de « singularistes », s'accrochent à des critères uniques et absolus : ils se révèlent d'autant plus simplistes que leur apparente solidité flatte le sens commun. Hormis le dualisme droite/gauche sur lequel on ne reviendra pas ici (5) les critères de classification les plus employés sont : les noms des partis, leurs internationales, leurs programmes et les politiques qu'ils mènent au pouvoir.

2.3.1. Un fort curieux nominalisme

La façon la plus simple, la plus ingénue de classer les partis politiques consiste à prendre leur nom et à considérer qu'à l'instar des individus, les partis de même patronyme appartiennent à la même famille. Comme si les *Couturier*, les *Schneider* et les *Taylor* descendaient d'un commun ancêtre. On peut supposer toutefois qu'ils exerçaient une activité semblable. C'est en tous cas l'hypothèse adoptée par la presse lorsqu'elle commente la vie politique à l'étranger, ou des événements comme les élections européennes et quelques sociologues perdus lui emboîtent le pas.

L'hypothèse subsumant cette option est que les mots désignant les partis — communiste, socialiste, libéral, démocrate-chrétien, agrarien, conservateur, radical — représentent des catégories à la fois univoques et universelles.

Elle se vérifie pour l'épithète *communiste* : l'histoire, les fameuses thèses du *Komintern* et l'ère stalinienne ont façonné les PC dans un moule

(12) B. DE JOUVENEL, *De la politique pure*, Paris, Calmann-Lévy, 1963, p. 55.

unique. En revanche, l'histoire nous révèle aussi que ces partis naquirent des formations qui composaient la II^{ème} Internationale. Une différence de label peut-elle nier toute parenté entre partis aux origines semblables ? Enracinés dans un passé internationaliste, *socialistes*, *sociaux-démocrates*, et *travailleurs* diffèrent par leurs appellations; ils devraient constituer des familles distinctes. Peu d'analystes osent franchir ce pas et considèrent ces trois termes comme synonymes, entrant ainsi dans le débat politique. En Français et dans le langage communiste international, *social-démocrate* revêt une connotation « droitière » péjorative; pour les PC, il représente un terme générique incluant les mots socialiste et travailleur, qui désigne la fraction « réformiste » du mouvement ouvrier. En revanche, en Grande-Bretagne, c'est le qualificatif *socialiste* qui se révèle peu *fashionable* et joue le rôle que *collectiviste* assume en France : un épouvantail que les conservateurs agitent aux nez des couches moyennes afin qu'effrayées, elles se détournent du *Labour*. Il tend à jouer le même rôle en Allemagne fédérale : « *Sozialismus oder Freiheit* » clamait un slogan électoral de la CDU.

Poussant l'étude sémantique plus loin, on constate qu'au sein du *Labour*, les militants de l'aile « dure », ou de « gauche » se reconnaissent dans le vocable socialiste, tandis que les « modérés » ou la « droite » s'affirme sociale-démocrate. Quant aux Français, membres ou non du PS, ils ne s'entendent pas sur la définition de la social-démocratie, mais s'accordent pour en faire une réalité différente du socialisme.

Le problème se corse lorsque l'analyste se penche sur des épithètes comme *démocrate-chrétien*, *libéral* ou *radical*. En France, la démocratie-chrétienne évoque plus un héritage du passé qu'une force politique actuelle et il y a belle lurette que les héritiers — Lecanuet ou Barrot — ne hissent plus ce drapeau. Mais en Allemagne, elle désigne le conservatisme, l'alternative au SPD, la « droite »; tandis qu'en Italie et aux Pays-Bas, elle constituera le pivot de toute coalition, le « centre »; ce qui ne l'empêche nullement d'être, en Belgique, le mouvement ouvrier chrétien, c'est-à-dire la composante catholique de la « gauche » pro-syndicale. Le terme « libéral » désigne la « gauche » volontiers dirigiste et pro « *big-government* » aux USA ; le « centre » — en Allemagne, la « droite » anti-syndicale, libre-échangiste et volontiers monétariste en Belgique, en Italie, aux Pays-Bas et en Suisse. Il désignera même le marais au Canada et un « parti-passoire » canalisant un « *protest vote* » intermittent en Grande-Bretagne. Le mot radical s'avère tout aussi riche en acceptions multiples. Désignant le mouvement contestataire aux États-Unis, une extrême-gauche libertaire en Italie, le centrisme pour les valoisien et le « centre-gauche » pour le MRG, il ne campe pas moins à « droite » en Suisse alémanique;

tandis que cette étiquette aux connotations anti-cléricales sous bien des cieux, dissimulera des « chrétiens de gauche » aux Pays-Bas...

Tous les qualificatifs partisans ne souffrent pas d'une telle abondance sémantique : ainsi le vocable conservateur. A en croire les mots, on ne trouverait des conservateurs qu'en Grande-Bretagne, en Scandinavie et à New York ! Toutes les autres formations partisanses — y compris les Progressistes-conservateurs du Canada — affichent un progressisme de bon aloi. Le conservatisme se confine-t-il dans d'aussi étroites frontières ? Et que penser de tous ces démocrates — populaires, de progrès, sociaux ou autres — qui agissent dans des régimes dont nul ne conteste le caractère démocratique ? Que penser de tous ces républicains — populaires, de progrès, sociaux ou autres — qui œuvrent dans des républiques ? Leurs étiquettes ne constituent-elles pas autant de pléonasmes ? On préférera les « guerriers du destin » et la « tribu des Gaëls » qui font tout le charme de la vie politique irlandaise...

2.3.2. Grandeur et misère de l'internationalisme

L'internationalisme constitue une donnée endogène propre au développement du mouvement ouvrier dont elle résume la stratégie originelle : « les prolétaires n'ont pas de patrie » ou « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ». La fondation de la Ière Internationale, et même de la IIème, précéda souvent, la naissance des partis ouvriers nationaux. On sait également l'importance du rôle joué par le *Komintern* dans la genèse, la « bolchévisation » et le destin des partis communistes. La première guerre mondiale, pour la IIème Internationale et les séquelles de la destalinisation pour l'IC, affaiblirent considérablement le pouvoir des internationales. C'est au moment où l'internationalisme végétait au plus bas — 1945 — que démo-chrétiens et libéraux en découvrirent les vertus. Il faut souligner, qu'après la guerre, *l'Internationale démocrate-chrétienne*, avant d'être *l'Union mondiale des démocrates chrétiens*, se créa sous le nom de *Nouvelles équipes internationales* qui, strictement démo-chrétiennes, correspondaient au modèle de « l'Internationalisme idéologique ». En effet, la cellule de base des NEI était l'équipe nationale et non le parti. Or, si les équipes et partis nationaux coïncidaient d'ordinaire, en France l'équipe nationale se voulait distincte du MRP; aux Pays-Bas, elle se composait de trois partis; tandis que l'absence de parti britannique n'empêcha pas l'existence d'une équipe composée de personnalités catholiques membres de deux grands partis. L'IDC a rompu avec cette tradition. Ainsi vit-on les démocrates-chrétiens, dont les partis se formèrent dans la Résistance au fascisme, accueillir dans leur internationale, le CDS portugais, principalement composé de nostalgiques des régimes de Salazar et Caetano ! Quant à *l'Internationale libérale*, contemporaine de NEI, elle

se complait depuis longtemps dans un ronronnement autour des thèmes quasi incontestés qui forment le patrimoine idéologique de l'Occident. On ne s'étonnera pas de découvrir que le pouvoir de ces organisations voisine zéro : elles sont au mieux des forums, au pire des agences de voyages. L'action internationale des partis s'effectue souvent à travers un réseau de relations bilatérales. Il faut toutefois souligner l'effort entrepris par l'*Internationale socialiste* afin de sortir de son engourdissement pour mener une action politique en direction du Tiers-Monde (13) et la naissance de la conservatrice *Union Démocratique Internationale*, UDI.

Académiques ou touristiques, la présence d'internationales ne peut constituer un critère scientifique de classification des partis. L'analyse des programmes des partis membres dévoile l'hétérogénéité de ces organisations et des convergences entre formations membres d'officines différentes. Ensuite certaines internationales — socialistes et communistes — procèdent d'une même origine : le mouvement Ouvrier. Ne correspondent-elles pas, non à des familles politiques, mais à des fractions érigées en leur sein ? Le nier signifierait l'oubli des efforts de rapprochement consentis par Blum et Adler avec « l'Internationale deux et demie » (14). Enfin un nombre important de partis n'est affilié à aucune internationale.

2.3.3. Les programmes, projets et manifestes

Le programme occupe une place centrale dans la machinerie partisane. Les différents spécialistes s'entendent pour lui attribuer deux fonctions, interne et externe : gagner les élections et conforter les militants. L'exercice de telles fonctions permet-il de comprendre la nature spécifique de chaque parti au point de pouvoir les classer ? Le programme politique, le *credo*, du parti constitue un instrument de la conquête ou de l'exercice du pouvoir. Lors d'élections nationales, il sert d'aliment aux militants et, de plus en plus, aux publicitaires, pour mobiliser les électeurs potentiels et remporter la victoire. Ils reçoivent une traduction lors d'une campagne d'opinion. « Ainsi qu'il en est pour tous les autres moyens d'informations, ces campagnes permettent de renforcer les attitudes existantes en leur donnant une base rationnelle (fonction dite d'entretien du loyalisme), mais ne convainquent guère les citoyens qui ne les perçoivent pas » (15).

Le parti tente d'agir au niveau des *attitudes* de l'électorat en rassemblant les fidèles et en gagnant les tièdes. Pour ce faire, il se choisit une clientèle-cible — comme on dit en jargon de « *marketing* » car, suivant le poète « est bien fou du cerveau qui prétend contenter tout le monde

(13) A. DONNEUR, *L'internationale socialiste*, Paris, PUF / Que Sais-je ?, 1983.

(14) Cf A. DONNEUR, *Histoire de l'Union des partis socialistes pour l'action internationale*, Genève, IUHEI, 1967.

(15) A. LANCELOT, *Les attitudes politiques*, Paris, PUF, 1969, 3^e édit., pp. 46-47.

et son père ». Un parti ne devient « attrape-tout » que s'il se carre dans un solide créneau (16).

La mobilisation des électeurs fidèles et potentiels ne se réalisera qu'au prix de celle des militants. Plus un parti se rapproche du modèle du parti de masse, plus les états d'âme de ces derniers pèseront lourd sur sa vie interne. Le programme devra les concilier, exorciser les démons familiers et rassembler les tendances éparées en une grande liturgie unanime. Comme le constate Richard Rose : « Given the diversity of opinions within each of the two major parties, the drafting of a manifesto is first of all a search for consensus *within* each of the parties. The resulting document is not so much a statement of what the voters want as it is a proclamation of what a party's leadership agrees to want » (17). Dans des cas plus rares, la logique des « motions » fixe au programme la tâche de rejeter dans l'opposition interne, un courant avec lequel « on » ne désire pas partager le pouvoir. Cela semble avoir été le cas en France, pour le *Projet socialiste* du PS, face à la « tendance Rocard ».

La satisfaction des deux impératifs fonctionnels, interne et externe, dévolue au programme ne recèle-t-elle pas maintes contradictions ? Philippe Braud le pense : « Pour un parti en quête du pouvoir politique par la voie du suffrage universel, la nécessité de tenir compte de ces exigences contradictoires oblige à tenir des langages pluriels qui sont l'effet non d'une mauvaise foi intrinsèque de la classe politique (...), mais un impératif du suffrage universel lui-même. Des signaux seront émis en direction des noyaux fidèles qui pourront être parfaitement contradictoires avec ceux émis en direction de l'électorat marginal du parti » (18). De tels discours constituent autant de défis, des sortes de *patchworks* politiques malaisément classifiables. Cependant les partis s'en accommodent fort bien, en établissant différents niveaux de programmes d'autant plus édulcorés que le pouvoir se rapproche. Ainsi, aux Présidentielles françaises de 1981, la distinction entre le *Projet socialiste* — texte liturgique — et les 110 propositions du candidat socialiste — contrat de gouvernement — fit merveille : tant le « citoyen-candidat » que l'ancienne « majorité » s'y piquèrent à avoir voulu s'y frotter. Toutefois si le PS manifeste tangiblement sa volonté d'appliquer le programme Mitterrand, sinon le *Projet socialiste* et si, suivant Rose, les deux grands partis britanniques tiennent largement leurs promesses, il n'en va pas toujours ainsi. Un journaliste malicieux souleva l'hilarité de ses collègues et de Pierre Mauroy en lisant, lors d'une émission télévisée, des extraits du programme du *Mouvement*

(16) Cf P. BRAUD, *Le suffrage universel contre la démocratie*, Paris, PUF, 1980.

(17) R. ROSE, *Do Parties make a difference ?*, London, Macmillan, 1980, p. 56.

(18) P. BRAUD, *op. cit.*, p. 39.

réformateur (19). Ceux-ci se révélèrent souvent plus radicaux que les desseins du gouvernement socialiste. Les Réformateurs participèrent au gouvernement de la République durant le septennat de M. Giscard d'Estaing et ne remplirent pas leurs engagements passés : destin commun à bien des programmes, manifestes et projets. Dans la plupart des pays occidentaux la logique des coalitions interdit le respect fidèle des promesses électorales : les programmes gouvernementaux représentent des compromis post-électorales et non des contrats gouvernants-gouvernés.

On pourrait néanmoins attribuer aux programmes une fonction symbolique : discours — même inappliqué — par lequel l'électeur se reconnaît dans son parti. L'hypothèse serait valide si ces professions de foi constituaient l'essentiel de l'image partisane. Or tel n'est pas le cas. Nous avons pu, il y a quelques quinze ans, participer à une enquête d'opinion assez originale et qui portait sur un échantillon de l'électorat wallon (20). La caractéristique principale de cette recherche résidait dans le questionnaire établi sur la base des résultats obtenus à partir d'une sommaire analyse de contenu des programmes électoraux des trois grands partis belges de 1965. Les questions suivaient ainsi le libellé même du discours partisan (21), *mais à l'insu des personnes interrogées*. Après avoir procédé à une analyse poussée des réponses — analyse hiérarchique et en composantes principales — il fut possible de calculer des *taux de distorsion*, basés sur les « erreurs » des électeurs d'un parti face à son programme. Un taux de distorsion égal à zéro signifie que les électeurs du parti se reconnaissent totalement dans ses options; plus le pourcentage est élevé, plus les électeurs s'éloignent du programme; le signe enfin donne le sens de la distorsion : positif, il indique que le parti est trop à « gauche » par rapport à son électorat, négatif, il indique que le parti est trop à « droite ». « Droite/gauche » désignent le facteur premier d'une analyse en composantes principales et se fonde sur les conceptions socio-économiques. Le résultat fut éloquent : seul, le *Parti Social Chrétien* possédait un pro-

(19) Jean-François KAHN lors du « Grand débat de la presse » sur TF1 en 1981. *Mouvement réformateur* : de 1972 à 1978, fédération du CDS de Lecanuet et des radicaux valaisiens.

(20) D.-L. SEILER et J. RAES, *Idéologies et citoyens*, Bruxelles, Vie Ouvrière, 1970.

(21) Ainsi la question n° 9 mentionnait trois options :

« En matière économique, l'Etat doit :

- a) intervenir sans cesse, fixer de grands objectifs et préparer des réformes tout en respectant la libre entreprise ;
- b) être plus prudent et se borner à prévoir les évolutions, de façon à ce que les entreprises prennent librement les décisions qu'elles jugeront utiles ;
- c) mettre sur pieds un véritable plan pour développer les activités, et réserver au secteur privé un traitement différent selon qu'il suit ou ne suit pas les règles ainsi déterminées. »

Or tant les enquêteurs que les personnes interrogées ignoraient que les propositions a, b et c venaient respectivement des programmes social-chrétien, libéral et socialiste.

gramme correspondant à la vision de ses électeurs, son taux de distorsion présentait un écart de + 10,11 % vers la gauche. En revanche, le *Parti de la liberté et du progrès* déviait aussi fortement à droite — 42,73 %, que son concurrent socialiste le faisait à gauche, + 42,52 %. Lors de la préparation de cet article, l'idée nous vint de pousser plus loin l'analyse de l'apparente harmonie entre programme et électeurs sociaux chrétiens. Nous calculâmes ainsi deux taux de distorsion supplémentaires, confrontant successivement le programme social chrétien à l'électorat libéral d'abord, socialiste ensuite. Dans les deux cas, *non seulement il leur convenait mieux que le programme de leurs partis respectifs mais encore l'adéquation* — 0,22 % pour les libéraux, 4,43 % pour les socialistes — *s'opérait mieux qu'avec son électorat spécifique!* Pourtant ce parti qui correspondait, par sa plateforme, si bien aux vœux des citoyens wallons, fut le grand vaincu des élections (1968) qui suivirent immédiatement l'enquête, alors que les libéraux triomphaient! On mesure ainsi l'influence qu'exercent les promesses électorales sur le vote des citoyens.

En fait les électeurs ne connaissent ni ne lisent les programmes des partis pour lesquels ils votent. La meilleure correspondance des options sociales chrétiennes avec l'électorat wallon tenait à deux raisons. D'une part ce programme résultait d'un laborieux compromis entre les ailes bourgeoise et syndicale de ce parti, présentant de ce fait un aspect moins tranché que les positions affichées par ses concurrents. D'autre part, il mêlait propositions de « gauche » en matière socio-économique et de « droite » en matière de mœurs, d'enseignement ou de culture. Ces observations effectuées dans la région namuroise en Wallonie devraient se vérifier ailleurs. En définitive, on constate que le programme ou le *Credo* compte peu dans l'image d'un parti politique et on conclura avec Rose que : « A general election campaign is about a choice between organizations, not ideas. A party may even wish to avoid stressing distinctive principles or politics if it believes that these are unpopular with the electorate. For exemple, Conservatives are well advised not to speak in praise of inequality (...) in an election whose outcome is determined by the votes of the masses » (22).

2.3.4. Les politiques

Si la production langagière représente une part considérable de l'activité politique, et singulièrement partisane, celle-ci ne s'y résume point. On y trouve des éléments plus tangibles : les politiques. Celles-ci peuvent-elles fournir un critère distinctif entre formations politiques ?

Trois obstacles majeurs s'y opposent.

(22) R. ROSE, *Do Parties...*, op. cit., p. 44.

L'utilisation des politiques mises en œuvre s'affirme plus pertinente pour analyser les partis que leurs discours. Le fait, par exemple, que le gouvernement Mauroy nationalisât les grandes banques privées et certains groupes industriels ou fit voter la décentralisation, trace une différence très nette entre majorité et opposition françaises. Ainsi les Réformateurs — CDS et radicaux — *dirent*, en divers programmes, leur volonté de décentralisation mais ne la *firent* jamais. Car une fois au gouvernement, ils ne représentèrent jamais qu'une force d'appoint. Si le PS mena des politiques affirmées, c'est qu'il disposait du pouvoir, ce jusqu'à ce que les contraintes de l'environnement international ne lui imposassent la rigueur. La situation est pareille en Grande-Bretagne : même avec de l'eau dans son vin, Mrs Thatcher conduit des politiques fort différentes de celles réalisées naguère par Mr. Callaghan. Semblable situation implique l'alternance entre deux partis ou deux alliances de partis. Derechef on constate que la majorité des pays occidentaux ne bénéficie pas d'une situation aussi cohérente. Les coalitions fragiles — du type IV^{ème} République — abondent, sans compter les gouvernements minoritaires. Par ailleurs, nombre de partis tribunitiens — communistes et autonomistes — se trouvent exclus du gouvernement et ne peuvent être jugés sur des actes concrets. Ensuite, l'on constate que, même investis d'un pouvoir réel, les partis de gouvernement doivent, sous la pression des événements, amorcer des révisions déchirantes qui souvent les amènent à négocier des virages en angle droit. Ainsi Rose rapporte que, dans le domaine de la politique des revenus, cinq politiques différentes furent menées par les travaillistes de 1964 à 1970; cinq par les conservateurs de 1970 à 1974 et six par les travaillistes de 1974 à 1979 (23).

Enfin et même en supposant une cohérence des politiques partisanes au plan national, la comparaison des politiques conduirait à une typologie des pays et non des partis.

Les réunions ministérielles au niveau des Communautés européennes fournissent une bonne illustration de cette problématique. Franco-Maria Malfatti, alors Président de la Commission européenne, rapporta, à un groupe d'étudiants en visite à Bruxelles en 1971, qu'au sein du Conseil des ministres de l'Economie, le ténor de la tendance dirigiste était Valéry Giscard d'Estaing — qui fit la carrière que l'on sait — et que s'opposait à lui son collègue allemand, le Pr. Karl Schiller — à l'époque *Wunderkind* du SPD — ténor de la tendance libérale ! Les choses changèrent ensuite : qui ne se souvient de l'axe Helmut — « social-démocrate » — Vally, « libéral » ! Le « Sommet » de Luxembourg en 1981 fut exemplaire : le

(23) *Ibid.*, p. 5.

nouveau Président français, messenger de politiques nouvelles — préconisant, entre autres, un espace social européen — ne rencontra un écho favorable que chez le Premier ministre belge Eyskens. Or ce dernier n'était pas socialiste, mais chrétien populaire flamand et n'appartenait même pas à l'aile syndicale et sociale-démocratisante de son parti. En revanche, le chancelier Schmidt, en bon social-démocrate, campa sur les mêmes positions que Maggie Thatcher, la *Tory lady*.

2.2. *Faire le point*

Les trois premiers critères envisagés — étiquettes, internationales et programmes — ne ressortissent en rien à la méthode comparative. La rupture épistémologique n'est pas assurée, ils tombent dans les pièges du langage et ne reposent sur aucune élaboration théorique. Tous trois procèdent du même biais : prendre pour argent comptant le discours que les partis tiennent sur eux-mêmes. C'est comme si pour classer les espèces animales, les premiers zoologistes avaient retenu le cri émis par ces dernières. Le corbeau et la grenouille eussent ainsi formé une intéressante catégorie, de même la souris et le dauphin.

Le dernier critère se révèle certes plus intéressant, mais peu applicable car totalement dépendant des contingences stato-nationales. Ainsi les politiques menées par le parti allemand siégeant à gauche s'avèrent — suivant l'acception actuelle de ce mot — plus à droite que celles préconisées par M. Giscard d'Estaing. Ainsi en Belgique, les politiques menées par les partis siégeant à droite sont — selon les critères français — nettement plus à gauche que celles défendues par les formations qui siègent au centre de l'hémicycle bruxellois.

On pourrait, bien sûr, classer les partis gouvernementaux en raison des politiques qu'ils mènent alors qu'ils sont « aux affaires ». Trois catégories se dégagent d'une telle approche — même conduite superficiellement — : les libéraux orthodoxes, les interventionnistes keynesiens pratiquant la concertation et les étatistes. Les deux classes « extrêmes » ne compteraient que peu de formations politiques : libéraux néerlandais-belges et conservateurs anglais pour la première, PS et PC français, *Labour* pour la dernière; quant au groupe central il rassemblerait la grande majorité des partis gouvernementaux. Encore faudrait-il considérer les politiques à la fois sur le long terme et dans leur globalité; c'est-à-dire tenant compte des aspects sociaux — comme par exemple le traitement social du chômage — faute de quoi la politique de Miguel Boyer — PSOE — ministre espagnol des finances sinon la rigueur de Jacques Delors s'apparenteraient... au thatchérisme !

3. Des théories holistes.

Comme le rappelle Louis Dumont, « Il y a deux sortes de sociologies quant à leur point de départ et à leur démarche globale. Dans la première, on part, comme il est naturel aux modernes, des individus humains pour les voir ensuite en société; parfois on essaie de faire naître la société de l'interaction des individus. Dans l'autre sorte de sociologie, on part du fait que l'homme est un être social, on pose donc comme irréductible à toute composition le fait global de la société » (24). Face aux critères « objectifs » qu'offre la première pour saisir le phénomène partisan — internationales, programmes, politiques — l'analyse révèle qu'ils déterminent fort peu le choix électoral des citoyens : l'image qu'ils perçoivent de leurs partis respectifs constitue une *Gestalt*.

Il est donc plus logique d'aborder le problème de la classification des partis sous l'angle de la totalité. Que nous offre la sociologie holiste et, particulièrement les théories qui adoptent ce point de vue ?

Si ces dernières s'entendent quant au point de vue de la totalité, en revanche tout le reste les sépare. Les deux principales voies dont use l'étude comparative du phénomène partisan sont le courant systémiste et fonctionnaliste d'une part, les marxismes de l'autre. Le premier insistant sur la fonction remplie par les partis et leur contribution à l'équilibre systémique, ses adversaires lui reprochent d'accentuer le concept d'intégration jusqu'à négliger le conflit. Bien au contraire les marxismes font des partis le reflet de la base sociale et donc des protagonistes dans le développement de la lutte des classes au sein de l'instance juridico-politique. Le reproche principal à leur opposer est de fournir une explication insuffisante de l'existence des partis « interclassistes » comme les démocrates chrétiens bénéluxiens ou italiens, les nationalistes écossais, flamands, gallois, québécois ou encore wallons. Les marxistes proposent deux types de solutions à cette énigme. La première, assez triviale, les assimile aux partis bourgeois dont ils ne se démarquent que par une plus grande capacité à attirer des secteurs aliénés de la classe ouvrière. Cette thèse est celle de propagandistes politiques que d'aucuns qualifient de « gauchistes ». La seconde se manifesta pour justifier l'attitude de certains PC face aux partis catholiques. Elle consiste à reconnaître le caractère indubitablement populaire de la démocratie chrétienne et le progressisme d'une fraction minoritaire de ses dirigeants et militants. Pour habile qu'elle soit, cette analyse n'en recèle pas moins une tautologie : les partis interclassistes

(24) L. DUMONT, *Essais sur l'individualisme*, Paris, Le Seuil, 1983, p. 11.

réels — à distinguer des partis attrape-tout — (25) n'acquièrent un caractère populaire que parce qu'ils se sont avérés aptes à attirer à eux des éléments de la classe ouvrière « consciente et organisée ». Force est donc de convenir que de tels partis résultent de conflits orthogonaux par rapport à la lutte des classes.

4. Le paradigme des quatre clivages fondamentaux.

La présence de partis interclassistes, qui s'efforcent de négocier les oppositions sociales en leur sein et constituent le pivot de toute coalition gouvernementale, nous amena à rechercher un cadre théorique combinable avec la thèse de la multiplicité des dualismes (26).

Nous pensons avoir trouvé la solution grâce au paradigme des quatre clivages fondamentaux dû au génie du grand politiste norvégien Stein Rokkan.

4.1. Cadre théorique

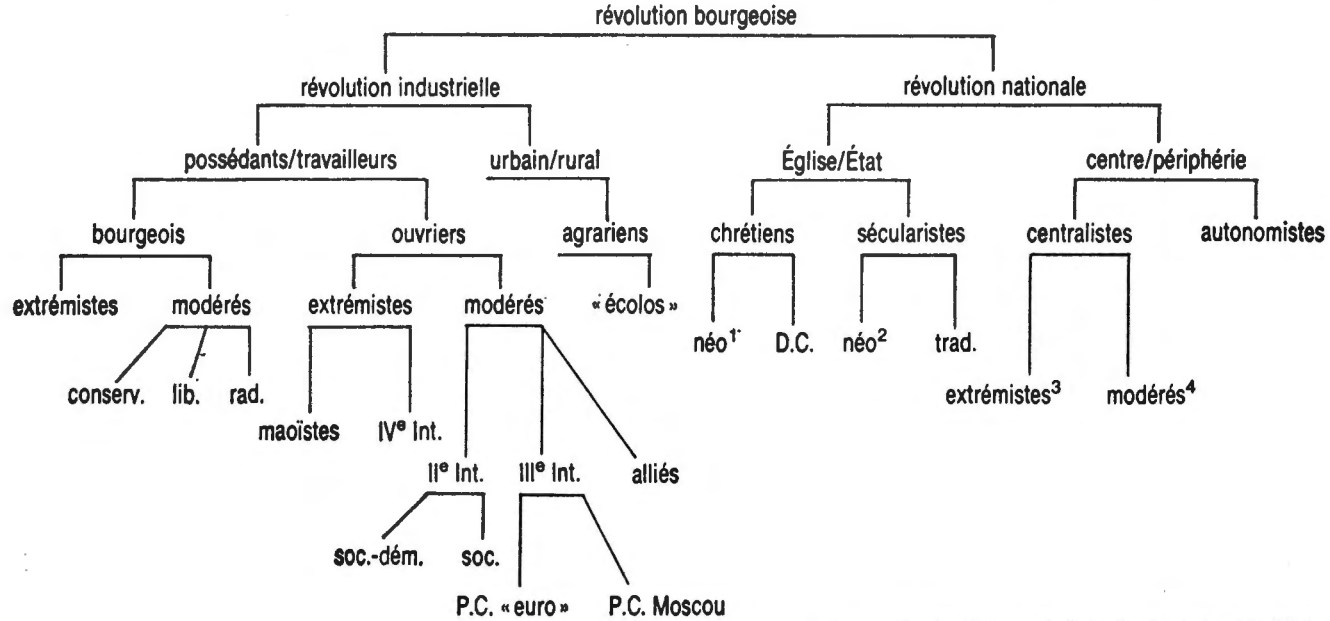
Notre effort personnel vise à préciser la genèse de chaque clivage — cfr note 5 — et d'établir le lien entre ces derniers et les familles politiques. Chaque clivage devient ainsi susceptible de donner naissance à deux catégories de partis, ce qui permet de proposer une configuration de huit familles de partis politiques. Il va de soi que chaque parti issu d'un clivage donné peut, du point de vue théorique, se voir divisé par les effets de l'un ou plusieurs des autres clivages. Par exemple, un parti nationaliste peut connaître des conflits internes dans l'axe du clivage opposant travailleurs et possédants. A l'inverse un parti de défense des travailleurs peut se trouver divisé par la question nationale. Semblables divisions conduisent à des scissions qui amènent l'observateur à distinguer types et sous-types au sein d'une même famille. Cependant on constate que l'effet des autres clivages sur l'efflorescence des divisions à caractère fractionnel au sein d'une famille politique donnée débouche rarement sur des types partisans distincts. Ce sont d'ordinaire des contradictions endogènes portant, le plus souvent, sur la question stratégique de l'adéquation de la fin et des moyens qui engendrent les scissions durables; c'est-à-dire le processus de *sinistrisme/centrisme* mis en lumière par Duverger. Le tableau

(25) Les partis attrape-tout *-catch all parties* — sont des formations politiques de diverses tendances dont la stratégie électorale vise à ratisser large. Leur discours — souvent contradictoire — et la structure de leur électorat font illusion, mais celle-ci se dissipe grâce à l'analyse de leurs militants et plus encore de leur «*cercle intérieur*».

(26) Due à Maurice Duverger.

Généalogie des partis politiques

Extrait de D.L. SEILER, *Politique comparée*, Paris, A. Colin / U, 1982.



1. Les partis néocléricaux de Scandinavie, comme le KF danois.
2. Les radicaux italiens.
3. Les deux fractions unionistes d'Ulster.
4. Le RPR, le ND grec et le FG irlandais.

ci-après illustre, au moyen d'une arborescence, l'ensemble de la perspective proposée.

4.2. *Le concept de famille politique*

La définition du concept de famille politique découle donc logiquement de l'application de trois critères comparatifs et de leur prérequis que nous avons établis : dépendance, fonctionnalité et transformation (27). Nous proposons de nommer famille politique « l'iceberg » dont les partis représentent la partie visible et dont ils médiatisent la volonté politique au sein d'un type de société.

Par « iceberg » nous entendons soit un bloc de classes sociales — coupure horizontale —, soit un segment social, coupure verticale. Sa structure est celle d'un réseau d'éléments institutionnels formels — appareils et organisations, éventuellement structures de parenté —, informels — groupes primaires et secondaires, clientèles — et d'éléments cognitifs — attitudes, valeurs, représentations collectives, mythes d'action, idéologies.

Les partis politiques sont enracinés dans de tels réseaux. Tantôt, ils en représentent la projection politique, la phase la plus avancée de leur processus d'organisation : par exemple, le *Labour* britannique ou australien face au mouvement ouvrier organisé de ces pays. Parfois ils naissent de l'action d'un centre extérieur, d'une minorité agissante qu'on nommera avant-garde ou élite, le parti devra alors s'enraciner dans le réseau choisi contribuant ainsi à l'organisation de celui-ci. Deux remarques s'imposent. D'une part un parti ne possède pas de monopole sur son réseau : des contradictions internes à l'un et à l'autre, passées ou présentes peuvent multiplier les « éperons ou arêtes » de « l'iceberg ». Ces partis ressortissent alors à la même famille politique. L'histoire d'un Etat peut « éroder » certains « éperons » tandis que des plissements nouveaux — ou des greffes nouvelles — en engendreront d'autres. Des familles politiques peuvent aussi perdre toute expression partisane durant une période pour en retrouver une ensuite : telle la « droite bonapartiste » (28). D'autre part, les partis sont des institutions et peuvent ainsi survivre aux causes qui les firent naître. C'est-à-dire qu'un parti donné peut se réaligner sur un autre réseau.

Les partis politiques assument, face au réseau dans lequel ils s'enracinent, une fonction de médiation. Le parti politise le réseau : il le mobilise politiquement, ou résulte de sa mobilisation par d'autres groupes, canalissant ainsi l'énergie que celui-ci recèle. Comme l'écrit François Borella,

(27) D.-L. SEILER, *La Politique comparée*, Paris, A. Colin, 1982.

(28) R. REMOND, *Les droites en France*, Paris, Aubier-Montagne, 1982.

« c'est la conjonction d'une famille, ou tendance politique, et d'un parti, qui donne naissance à une force politique; tout comme en physique le produit de la masse par l'accélération est une force » (29).

4.3. La démarche empirique

Il existe maintes approches possibles pour appliquer le paradigme de Rokkan et imputer chaque parti politique à la famille à laquelle il appartient scientifiquement et non à celle à laquelle il prétend appartenir.

La première, la plus simple, consiste à repérer dans l'histoire de chaque parti les éléments génétiques qui le rattacheront à l'un ou l'autre des deux versants des quatre clivages. Une telle opération représente, à nos yeux, l'indispensable préliminaire à toute recherche comparative portant sur les partis. Mais si cette condition se révèle nécessaire, elle est loin d'être suffisante. En effet, les partis politiques subissent au cours d'une existence, parfois longue, des réalignements qui expriment des conversions parfois fondamentales. D'autres modes d'investigations s'imposent donc.

Confrontés à la nécessité de classer la totalité des partis occidentaux dans huit familles et faute de recherches comparatives onéreuses, nous avons complété l'approche historique par des données d'enquêtes concernant la structure de l'électorat de chaque parti. Une telle démarche reste assez sommaire, elle nous permet toutefois de débusquer la CDU-CSU d'Helmut Kohl et F.J. Straus abusivement considérée comme démocrate-chrétienne — ne forme-t-elle pas l'un des piliers du PPE — et réalignée de longue date comme parti bourgeois (30). En revanche le manque de données ne permet pas de trancher sur le cas du RPR après le 10 mai 1981 : certaines enquêtes concluent qu'il ne subsisterait plus aucune différence entre chiraquiens et ex-giscardiens (31). Le RPR cesserait alors de ressortir au centralisme, le gaullisme tombant ainsi en déshérence pour appartenir au patrimoine commun.

Dans l'idéal, chaque parti entrant dans notre tableau devrait faire l'objet de multiples investigations visant à l'appréhender suivant les principaux cercles qui, selon Duverger, constituent la réalité du fait partisan. Nous en retiendrons les *électeurs*, les *adhérents* et les *dirigeants*. Les électeurs

(29) F. BORELLA, *Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui*, Paris, Le Seuil / Points, 1981, 4^e édition, p. 17.

(30) A ce sujet, voir débat Duverger - Vanlaer in J. VANLAER, *200 millions de voix*, Bruxelles, 1984, Société royale belge de géographie et Laboratoire de géographie humaine de l'ULB.

(31) Cf CAPDEVIELLE et al., *op. cit.* Sur la CDU-CSU le réalignement est confirmé par MERKL : « By the time of the 1953 CDU Program, the social market policy had become the new orthodoxy. Christian socialism was a mere memory and to many of the party leaders not a pleasant one. The CDU-CSU had become a conservative party dedicated to the economic prosperity of businessmen, industry, and agriculture », MERKL, *op. cit.*, p. 32.

devront d'abord s'analyser suivant les deux axes que détermine la sociologie électorale : géographiquement au moyen des techniques classiques de l'analyse écologique (32) et sociologiquement grâce à celles de l'enquête par questionnaire et de la mesure des attitudes. Semblables données existent pour certains pays. En revanche, les informations portant sur les attitudes des adhérents demeurent assez rares. Or, tant la représentation qu'ils se font de leur parti que leur profil particulier méritent l'attention des politistes. La réalité partisane serait mutilée si nous ne tentions de déterminer quelles sont les pesanteurs sociologiques susceptibles de faire pencher l'« *inner group* » d'un parti vers les intérêts de tel ou tel secteur de l'« *establishment* », de telle ou telle classe sociale ou fraction de classe. Une analyse documentaire des structures économique, culturelle et de parenté du cercle dirigeant de chaque parti devrait permettre d'atteindre cet objectif. On regrettera que l'ensemble des législations des Etats occidentaux ne s'aligne pas sur l'Allemagne fédérale qui oblige les formations politiques à faire publiquement étalage de leurs sources de revenus...

Le rassemblement de telles informations à l'échelle de l'Occident reste impossible pour un chercheur isolé. Il faut espérer que le développement de la science politique dans chaque pays et la généralisation des banques de données nous permettent un jour d'établir notre modèle sur des bases plus solides qu'aujourd'hui.

5. Portée épistémologique de la démarche proposée.

L'application de la méthode comparative à un champ analytique donné constitue le passage obligé de toute démarche scientifique qui s'élabore (33). Comme le constatait Durkheim, cette méthode représente même, pour les sciences sociales où l'expérimentation est rare, le principal moyen d'établir la « *preuve* » (34).

Cependant, son emploi se révèle malaisé et implique que les sociologues — habitués à une certaine facilité — consentent le même type d'efforts pour se dégager du sens commun que ceux faits par les spécialistes des sciences de la nature. Sinon la méthode comparative s'affirmera comme le révélateur impitoyable de toutes les faiblesses, failles et déficiences d'une démarche, voire d'une discipline. Les échecs d'Almond et de bien des comparatistes américains en témoignent. Deux échappatoires furent explorées par maints politistes européens et surtout français. L'une con-

(32) Approche issue de la vénérable géographie électorale.

(33) D.-L. SEILER, *La politique...*, *op. cit.*

(34) E. DURKHEIM, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 20^e édition, p. 32.

siste à ne s'attacher qu'à la surface la plus organisée, la plus codée et la plus institutionnalisée de la morphologie politique : l'Etat et les grands appareils. La comparaison ne porte alors que sur les codes formels et semblable démarche ressortit alors au domaine du Droit, non de la Science politique. L'autre rejette toute comparaison au nom du refus de l'ethnocentrisme et traite chaque système politique, en fait chaque ensemble stato-national, comme un existant singulier. La science politique se priverait, en les suivant, d'un précieux outil et fixerait des bornes étroites à son propre développement.

Notre ambition est de prouver qu'une comparaison fondée sur des homologues structurales et fonctionnelles ne représente pas un effort impossible pour la sociologie politique. Pour l'illustrer, un domaine s'imposait, celui où depuis Bryce, Ostrogorski et Michels surgirent les premières tentatives pour ériger un savoir distinct du Droit, de l'Histoire ou de la Philosophie : les partis politiques. Qui plus est, leur étude affecte les éléments les plus passionnels, les plus tabous de la vie politique; à y toucher les politistes provoquent chez les citoyens une méfiance inconsciente, une difficulté à admettre le caractère non partisan du chercheur. Comme si la passion de connaître ne pouvait l'emporter sur celle de convaincre et la passion scientifique se révéler plus forte que la passion politique.

Afin de surmonter ces obstacles politiques et scientifiques, nous nous sommes efforcés de poser des jalons d'une problématique comparative permettant d'établir des taxinomies de familles politiques. D'une part nous avons tenté de repérer des critères scientifiques aidant le passage du perçu au construit. D'autre part et parallèlement nous avons recherché le plus petit commun dénominateur aux différentes théories holistes qui animent le débat sociologique.

Pour notre part, nous avons, au cours des travaux récents, suggéré une taxinomie des familles politiques. Elle s'efforçait de satisfaire aux critères précités et se fondait, du point de vue théorique, sur une lecture marxisante du paradigme des quatre clivages fondamentaux du regretté Stein Rokkan. Nous sommes, en effet, convaincus que, en science, l'anathème n'est pas de mise et que le chercheur doit rechercher la synthèse. C'est en ce sens aussi que la sociologie politique se distingue radicalement de la vie politique et que la théorie scientifique s'oppose à la doctrine de parti. Nous ne pensons nullement avoir trouvé *la* solution, ni que les travaux de Rokkan constituassent l'alpha et l'oméga de la Science politique. Tant il appert que c'est la théorie qui guide et oriente la recherche; le rôle que jouent les autres éléments d'une discipline étant de la servir. En définitive, si l'on suit Foucault, « une discipline se définit par un domaine d'objets, un ensemble de méthodes, un corpus de propositions considérées comme vraies, un jeu de règles

et de définitions, de techniques et d'instruments; *tout ceci constitue une sorte de système anonyme à la disposition de qui veut ou qui peut s'en servir, sans que son sens ou sa validité soient liés à celui qui en est l'inventeur.* » (35)

L'application des critères comparatifs rigoureux, orientée par un cadre théorique, débouche-t-elle sur des taxinomies de partis politiques, dans l'acception la plus précise du terme taxinomie ou taxonomie ? Les politistes se découvriront-ils capables de présenter pour les partis, un tableau analogue à celui que Mendeleïev établit pour les éléments chimiques ? C'est l'ambition que nous avons assignée à nos recherches, mais nul n'y est encore parvenu et nous sommes loin du but. Nous restons toutefois convaincus qu'un chercheur l'atteindra un jour; la preuve résultera du caractère prédictif du modèle : quand les sociologues s'avèreront capables, par leurs tableaux, de prévoir l'émergence de forces politiques avant que celles-ci n'arrivent à l'existence. En attendant, que nous soyons durkheimiens ou marxistes — même très anti-wébériens — nos typologies ne représentent, au mieux, que des types idéaux. Le reproche à faire à l'encontre de nombreux wébériens est de voir dans l'*Idealtypus* le stade ultime de toute typologie sociale. D'ailleurs, fors l'apocalypse, existe-t-il un stade ultime à l'activité humaine ?

On nous reprochera, à raison, le caractère limité de notre démarche : beaucoup de critères nous ont échappé. Ne devrait-elle pas s'étendre à l'ensemble de la Science politique, englober les typologies des régimes politiques, s'attacher aux ressorts qui sous-tendent le changement ou développement politique. La problématique décrite ici ne constitue qu'une première esquisse, des tâtonnements dans une direction qu'on soupçonne fructueuse. « Dans des disciplines comme la nôtre, le savoir scientifique avance à pas trébuchants, sous le fouet de la contention et du doute. Il laisse à la métaphysique l'impatience du tout ou rien. Pour valider notre entreprise, il n'est pas besoin à nos yeux qu'elle soit assurée de jouir pendant des années (...) d'une présomption de vérité. Il suffit qu'on lui reconnaisse le modeste mérite d'avoir laissé un problème difficile en moins mauvais état qu'elle ne l'avait trouvé. N'oublions pas non plus qu'il ne saurait exister pour la science des vérités acquises. Le savant n'est pas l'homme qui fournit les vraies réponses, c'est celui qui pose les vraies questions » (36).

(35) M. FOUCAULT, *L'ordre du discours*, Paris, NRF, 1971, nos italiques.

(36) C. LEVI-STRAUSS, *Le cru et le cuit*, Paris, Pion, 1964, p. 15.

Summary : On the classification of political parties.

This article is concerned with the epistemological and methodological problems related to the taxonomy of political parties when based on no-organizational criteria.

The study of parties represents a starting point for modern Political Science : i.e. the seminal researches of Bryce, Ostrogorski and Michels. However this important field of knowledge hasn't known that much progress since the classical Duverger's Political Parties. Why?

Two kind of approaches are used in order to classify parties : individualistic versus holistic.

« Individualistic classifications » often suffer from a lack of theoretical background. Some of them use a spurious criterium like party names : i.e. Radical means extreme-left in the USA and conservatism in Switzerland, secularist activism in Italy and evangelical left in the Netherlands etc. Some classifications are based on political platforms which is a meaningless criterium : « A general election campaign is about a choice between organizations, not ideas. » (Richard Rose) The third criterium is far better : policies really implemented by political parties. However when properly used it gives a typology of countries, not parties.

« Holistic classifications » either fonctionnalist or marxist opposed each other : the first stressed on equilibrium, the latter on class warfare.

One suggests Rokkan's four cleavages paradigm to classify parties : each side of a cleavage should correspond to a definite « Political Family ». Which items to use in order to assess a party to a permanent cleavage line ? (1) The historical function performed by the party at its creation. (2a) The sociological structure of the party's : electorate, membership and inner group; (2b) The linkage structure between the party and a given network of pressure groups, movements and associations.

ANNEXE

CLIVAGES	Possédants/Travail		Eglise/Etat		Centre/Périphérie		Rural/ Urbain	
	Pays	Bourgeois	Ouvriers	Def. rel.	Sécula- ristes	Nationa- listes	Autono- mistes	Agrariens- Ecolos
Allemagne	CDU-CSU FDP	SPD						GR
Autriche	ÖVP	SPÖ			FPÖ			
Belgique	PRL PVV UDRT	PS SP PCB	CVP PSC				FDF/RW VU VNP RPW	Ecolo AGALEV
Danemark	F KF V RV	S SF CD VS DKP	KFP					
Espagne	CDS AP	PSOE PCE					PNV HB EE CIU PAR	
Finlande	KKP LKP	SDP SKDL	KL				SFP	KP RK
France	UDF (RPR)	PS PCF			RPR			
Grèce	(NΔ)	πΑΣΟΚ KKE			NΔ			
Irlande		Labour			FG		FF IFF SFWP	
Chypre	ΔΗΣΥ	ΑΚΕΛ ΕΔΕΚ			ΔΗΚΟ			
Islande		AE AB			SF			FF
Italie	PLI MSI	PCI PSI PSDI PDUP	DC	PR PRI			SVP UV PSdA UVP	
Luxembourg		POSL PSD PCL	PCS	PDL				
Malte		Labour			PN			
Norvège	H FP	DNA SV					KF*	SP

CLIVAGES	Possédants/Travail		Eglise/Etat		Centre/Périphérie		Rural/ Urbain	
	Pays	Bourgeois	Ouvriers	Def. rel.	Sécula- ristes	Nationa- listes	Autono- mistes	Agrariens- Ecolos
Pays-Bas	VVD Centrum	PvdA D'66 PSP PPR DS'70	CDA EVP				SGP* GPV*	
Portugal	PSD CDS	PS PCP						
Royaume-Uni	Cons. Lib.	Labour SDP				OUP DUP	SNP PC PSF SDLP	
Suède	Mod. FP	SAP VPK						CP
Suisse	PLS AN LdU	PSS PST PSA POCH	PDC EVP			PRD		FPES
Groënland						Atassut	Slumut	

* Les partis théocratiques relèvent non de la démocratie chrétienne mais de la défense de la périphérie.

Allemagne

CDU-CSU :	démo-chrétiens et chrétiens sociaux bavarois
FDP :	démocrates libres
SDP :	sociaux-démocrates
GR :	écologistes

Autriche

FPÖ :	libéraux
ÖVP :	populistes
SPÖ :	socialistes

Belgique*Communauté française*

PRL :	Parti réformateur libéral
PCB :	Parti communiste
PS :	Parti socialiste
FDP :	Front démocratique des Francophones bruxellois
RW :	Rassemblement wallon
PSC :	Parti social chrétien
RPW :	Rassemblement populaire wallon
UDRT :	Union démocratique pour le respect du travail
ECOLO :	écologistes

Communauté néerlandaise

CVP :	chrétiens populaires
AGALEV :	écologistes
PVV :	libéraux
SP :	socialistes
VU :	nationalistes flamands
VNP :	nationalistes flamands dissidents

Danemark

F :	anti-impôts
KF :	conservateurs
V :	libéraux
RV :	radicaux
S :	sociaux-démocrates
SF :	socialistes populaires
CD :	centre démocrate
VS :	gauche socialiste
DKP :	communistes
KFP :	chrétiens populaires

Groenland

Atassut :	centralistes pro-danois
Siumut :	eutonômistes

Chypre

ΔΗΚΟ :	centralistes (Kypriannou)
ΔΗΣΥ :	conservateurs (Cleridès)
ΑΚΕΑ :	communistes
ΕΔΕΚ :	socialistes (Lyssaridès)

Espagne

CDS :	démocrates sociaux (Suarez)
AP :	conservateurs
PCE :	communistes
PSOE :	socialistes
PNV :	nationalistes basques
HB :	unité populaire (ETA-militaire)
EE :	gauche basque (ETA-poli-« mili »)
CIU :	autonomistes catalans
PAR :	régionalistes aragonais

CLASSIFICATION DES PARTIS POLITIQUES

85

France

PCF : Parti communiste
 PS : Parti socialiste
 RPR : Rassemblement pour la République
 UDF : Union pour la démocratie française

Finlande

KKP : conservateurs
 LKP : populistes
 SDP : sociaux-démocrates
 SKDL : union communistes-socialistes
 KL : chrétiens
 SFP : suédois
 KP : centre agrarien
 RK : écologistes

Grèce

ND : nouvelle démocratie
 KKE : communistes
 PASOK : socialistes

Irlande

Labour : travaillistes
 FG : centralistes modérés
 FF : nationalistes
 IFF : nationalistes dissidents
 SFWP : nationalistes ouvriers (IRA officielle)

Islande

AF : sociaux-démocrates
 AB : alliance-communistes-socialistes
 SF : indépendantistes
 FF : progressistes agrariens

Italie

PCI : communistes
 PSI : socialistes
 PSDI : sociaux-démocrates
 PDUP : extrême-gauche
 PLI : libéraux
 MSI : néo-fascistes
 DC : démocrates-chrétiens
 PR : radicaux
 PRI : républicains
 PSdA : autonomistes sardes
 SVP : autonomistes du Sud-Tyrol
 UV : autonomistes valdôtains
 UVP : progressistes

Luxembourg

POSL : socialistes
 PSD : sociaux-démocrates
 PCL : communistes
 PCS : chrétiens-sociaux
 PDL : démocrates

Malte

PN : nationalistes

Norvège

H :	droite
FP :	anti-impôts
DNA :	travailleurs
SV :	socialistes de gauche
KF :	chrétiens populaires
SP :	centre agrarien

Pays-Bas

VVD :	libéraux
Centrum :	xénophobes
PvdA :	travailleurs
D'66 :	démocrates
PSP :	socialistes pacifistes
PPR :	radicaux
DS'70 :	sociaux-démocrates
CDA :	démocrates chrétiens
EVP :	évangéliques
SGP :	calvinistes théocratiques
GPV :	calvinistes théocratiques

Portugal

CDS :	démocrates-sociaux
PSD :	sociaux-démocrates
PS :	socialistes
PCP :	communistes

Royaume-Uni

Cons. :	conservateurs
Lib. :	libéraux
Labour :	travailleurs
SDP :	sociaux-démocrates
SNP :	nationalistes écossais
PC :	parti gallois
Ulster	
DUP :	unionistes démocrates
OUP :	unionistes officiels
PSF :	nationalistes catholiques (IRA provisoire)
SDLP :	autonomistes catholiques

Suède

Mod. :	modérés
FP :	libéraux
SAP :	sociaux-démocrates
VPK :	communistes
CP :	centre agrarien

Suisse

PLS :	Parti libéral
AN :	Action Nationale
LdU :	Indépendants
PSS :	Parti socialiste
PST :	Parti suisse du travail
POCH :	organisations progressistes
PSA :	gauche socialiste tessinoise
PDC :	Parti démocrate chrétien
EVP :	évangéliques
PRD :	Parti radical-démocratique
FPES :	Fédération des partis écologistes

